



Our monthly bilingual e-newsletter

Num. 4 - December 2007

ROBERT BLAKE, COUNTRY MANAGER DE LA BANQUE MONDIALE

“ L'année 2007 a été un bon cru ”

Robert Blake, l'année 2007 s'est achevée il y a quelques jours. Comment pourriez-vous la qualifier du point de vue des activités de la Banque mondiale à Madagascar ?

Je dirai tout d'abord que c'était une année charnière pour l'orientation des activités présentes et futures. En Mars 2007, le Conseil d'administration du groupe de la Banque mondiale a discuté positivement du Madagascar Action Plan 2007-2012. Cela a été suivi le 2 Avril 2007 par la discussion par ce même Conseil de la Stratégie d'aide au pays (CAS) qui sera mise en œuvre par la Banque Mondiale pour la période 2007-2011. Bien entendu, ce CAS est aligné sur les objectifs du MAP, et prévoit un soutien de 700 millions USD sur les 5 ans. Cette somme représente le montant des nouveaux crédits prévus pour être engagés durant cette période, soit environ 140 millions USD par an.

Comment se porte le portefeuille actuel ?

A la fin 2007, le montant total des engagements de la Banque mondiale à Madagascar était de 1086 millions de dollars, dont environ seuls 300 millions restent encore à déboursier, ce qui traduit une bonne performance du portefeuille qui comprend 19 projets.

Pour en revenir aux nouveaux engagements, plusieurs projets ont été signés en 2007.

En effet, l'année 2007 a été une année productive, qui nous a permis d'approuver de nouveaux financements. Je citerai le 4ème Crédit d'appui à la réduction de la pauvreté (CARP 4), qui était une aide budgétaire de 40 millions USD. Il y a

également eu 30 millions USD pour les infrastructures de télécommunications, et 10 millions USD pour un projet concernant la santé. Il est également important de souligner qu'en plus de ces nouveaux engagements, 6 projets malgaches déjà en cours ont reçu des financements supplémentaires. L'année 2007 a donc été un bon cru, qui a permis à Madagascar d'obtenir 153,6 millions USD de la part de la Banque mondiale.

Durant les deux derniers mois de l'année, certains projets soutenus par la Banque mondiale ont été au centre de l'actualité, dont le projet PIC et ceux de lutte contre le SIDA.

Effectivement. Nous avons pris très au sérieux les remarques que les autorités malgaches ont exprimées sur le projet PIC. Une mission de supervision est rentrée il y a quelques semaines de Fort-Dauphin. Il y a certainement des choses à améliorer, et des actions correctives sont en cours. Toutefois, de façon générale et par rapport aux critères d'évaluation de la Banque mondiale, le projet PIC se déroule de façon satisfaisante. Le projet SIDA avait également connu quelques lacunes dans son exécution, mais maintenant la situation est revenue à un niveau satisfaisant, selon la dernière évaluation qui a été faite en Octobre dernier.

Les évolutions géopolitiques montrent que certains pays choisissent de plus en plus des solutions complémentaires ou même alternatives à la Banque mondiale en matière de financement. Quel est votre commentaire ?

C'est vrai qu'il y a des alternatives de financement qui peuvent exister en dehors de la Banque mondiale. Mais il y a deux choses

qu'il ne faut pas oublier. Tout d'abord, la Banque mondiale offre bien plus que de simples financements, car son expérience et son réseau en font une institution au



savoir-faire indéniable. J'en veux pour preuve la confiance que les pays donateurs ont manifestée à son égard en acceptant de compléter à nouveau les fonds destinés à l'IDA pour les trois prochaines années. C'est un signe fort qui montre que dans l'éventail de solutions qui s'offrent en matière d'aide au développement, la Banque mondiale offre un avantage comparatif. De plus, les conditions concessionnelles accordées aux pays éligibles ont quand même beaucoup d'attraits : différé de 10 ans, remboursement jusqu'à 40 ans et un taux d'intérêt extrêmement faible.

A Madagascar comme dans plusieurs pays, la Banque mondiale est de temps en temps accusée d'être complaisante avec les régimes et d'enjoliver les chiffres. Que pouvez-vous répondre à cela ?

Les données sur lesquelles nous nous basons proviennent des systèmes nationaux. Nous les regardons d'un point de vue technique, et en cas de nécessité nous pouvons demander des clarifications. Quand il y a problèmes nous en discutons très ouvertement avec le Gouvernement. Nous sommes très ouverts aux observations qui nous sont faites sur la qualité des données et leur interprétation, mais la Banque mondiale n'a aucun intérêt à enjoliver la situation, et elle se fait un point d'honneur à exposer sa vision des choses quand cela est nécessaire.

Sommaire

2 L'ÉVÉNEMENT
Reconstitution de l'IDA-15

2 SÉRIE "FAITES CONNAISSANCE.."
1 - L'IDA-15

4 COUNTRY ECONOMIC MEMORANDUM
Lancement du processus

6 IFC
Ecotourism : sites assessment

7 PORTFOLIO
Report as of November 30

15ÈME RECONSTITUTION DES RESSOURCES DE L'IDA

Financement record de près de 42 milliards

BERLIN, le 14 décembre 2007
 – Les pays donateurs ont promis aujourd'hui des dons record de 25,1 milliards de dollars pour aider la Banque mondiale à vaincre la pauvreté dans les pays les plus pauvres du monde. Au total, la reconstitution des ressources au titre de l'IDA 15 permettra de lever 41,6 milliards de dollars, une augmentation de 9,5 milliards par rapport à la reconstitution précédente (IDA14) qui avait permis de récolter 32,1 milliards de dollars.

« Il s'agit de la plus importante hausse du financement par les donateurs dans l'histoire de l'IDA », a dit le président du Groupe de la Banque mondiale, Robert B. Zoellick, au sujet de la quinzième reconstitution de l'Association internationale de développement (IDA15). « La communauté des donateurs a démontré son plein engagement à aider les pays à vaincre la pauvreté et à parvenir à une croissance durable, surtout en Afrique. »

Ces promesses de dons record envers l'IDA15 représentent une hausse de 42 % par rapport à celles de la reconstitution précédente. Ces contributions sont complétées par un financement interne de 16,5 milliards de dollars du Groupe de la Banque mondiale et par de précédentes promesses de dons pour financer l'annulation de la dette.

M. Zoellick a remercié les donateurs pour cette démonstration de soutien sans précédent. *« Ces fonds permettront à l'IDA de continuer à être au service des 2,5 milliards de personnes vivant dans les pays les plus pauvres des cinq continents », a-t-il déclaré. « Cette généreuse reconstitution constitue une forte reconnaissance de l'importance de l'aide multilatérale ainsi qu'un vote de confiance envers l'IDA en tant que plateforme efficace pour l'aide au développement mondial. »*

L'IDA15 viendra en aide aux pays à faibles revenus en accélérant ses activités visant à lutter contre le changement climatique, en facilitant l'intégration régionale et la coopération, en accroissant l'investissement dans les infrastructures et en fournissant un

meilleur soutien aux pays se relevant d'un conflit, notamment en Afrique.

Au total, 45 pays ont promis de contribuer à la quinzième reconstitution de l'IDA, un nombre de donateurs jamais égalé dans l'histoire de l'IDA. Six pays, soit la Chine, Chypre, l'Égypte, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, se sont joints à la liste des donateurs. Certains de ces pays, tels que l'Égypte et la Chine, étaient autrefois des emprunteurs de l'IDA. *« Nous avons fait beaucoup d'efforts pour trouver de nouveaux donateurs pour l'IDA », a indiqué M. Zoellick. « Élargir la base des donateurs permettra à l'IDA de lever davantage de fonds et de se doter d'une fondation solide pour continuer ses opérations. »*

La ministre allemande de la Coopération économique et du développement, H.E. Heidemarie Wieczorek-Zeul, a réagi à l'issue favorable de la reconstitution en décrivant le Groupe de la Banque mondiale comme *« une des institutions essentielle à l'atteinte des objectifs de développement pour le Millénaire »* et comme *« un modèle et cadre de référence pour plusieurs autres donateurs multilatéraux et bilatéraux. »*

Selon H.E. John Kufuor, président du Ghana et président de la Conférence de l'Union africaine, *« à mesure que nous approchons l'année cible de 2015, il est très important que les pays africains sachent qu'ils peuvent compter sur la communauté internationale de donateurs et sur une IDA solide pour les aider à atteindre les objectifs de développement pour le Millénaire et améliorer les moyens d'existence des Africains ».*

M. Zoellick a souligné que cette ronde de reconstitution s'était révélée particulièrement difficile parce que les remboursements sous l'IDA15, y compris les compensations pour l'annulation de la dette, sont demeurés presque identiques à ceux de l'IDA14. Cela voulait donc dire que l'essentiel de la hausse de l'enveloppe de l'IDA devait être imputable aux donateurs et nécessitait un effort proportionnellement plus important de leur part.

FAITES CONNAISSANCE AVEC LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

(1) L'IDA

LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Le groupe de la Banque mondiale est composé de cinq institutions : l'Association internationale de développement (IDA), la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (IBRD), la Société financière internationale (IFC), l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) et le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (ICSID).

ROLE DE L'IDA AU SEIN DU GROUPE

L'IBRD et l'IDA contribuent chacune d'une manière différente mais complémentaire à la mission du groupe de la Banque mondiale, qui est de réduire la pauvreté et d'améliorer le niveau de vie des populations à travers le monde. L'IBRD s'occupe des pays à revenu intermédiaire et des pays pauvres solvables, alors que l'IDA se consacre aux pays les plus pauvres de la planète.

Créée en 1960, autrement dit l'année de la vague d'indépendances issue du processus de décolonisation, l'IDA vise à réduire la pauvreté en accordant des dons et des prêts sans intérêt destinés à financer des programmes de nature à stimuler la croissance économique, à atténuer les inégalités et à améliorer les conditions de vie des populations.

L'IDA est l'un des principaux bailleurs d'aide aux 80 pays les plus déshérités de la planète, dont 39 se trouvent en Afrique. L'Association prête des fonds (appelés crédits) à des conditions concessionnelles : les crédits de l'IDA ne portent pas intérêt, et les remboursements sont étalés sur une période de 35 à 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans.

[suite page suivante]

SIGNATURE D'UN PROTOCOLE D'ACCORD ENTRE LA BANQUE MONDIALE ET L'EDBM



Pour accélérer la mise en place de l'EDBM, le support financier de la Banque mondiale se faisait auparavant via le projet PIC. A la suite de l'opérationnalisation de l'EDBM, notamment au niveau du recrutement du personnel clé et de la mise en place des règles et procédures, en particulier en matière budgétaire, un protocole d'accord permettant à l'EDBM de gérer directement son budget d'un montant de 6.206.578 USD pour la période allant d'avril 2007 à mars 2010 a été signé le 11 Décembre 2007.

Participant à la cérémonie de signature, sur la photo de gauche à droite : Robert Blake (Country manager, Banque mondiale), Haja Razafinjato (Ministre des finances et du budget), Prega Ramsamy (CEO de l'EDBM) et Eric Rakoto Andriantsilavo (Secrétaire national du Projet PIC). Le ministre de l'Economie, du commerce et de l'industrie Ivohasina Razafimahefa assistait également à la cérémonie.

BUSINESS ENABLING ENVIRONMENT

One more award for the IGP project



During the BEEnet 2007 event in Cape Town October 31 - November 2), a competition took place to determine the region with the best advisory projects on Business Enabling Environment. This was a joint IFC/WB competition with projects presented

by both the WB and the IFC staff. More than 100 members of the BEE knowledge network voted to select the region with the best projects, on the basis of the presentations made during the event.

The first place went to the Middle East - North Africa region. The second place to the Africa region, thanks to two presentations about the Integrated Growth Poles Project (Madagascar) and to the IFC PEP in Africa.

Ganesh Rasagam, Sr. private sector development specialist (left side of the photo) of the Madagascar office made this valuable presentation about the IGP project.

LE SITE DU MOIS
<http://carbonfinance.org/>

Ce site (en anglais) permet d'en savoir plus sur l'instrument financier d'achat de réductions d'émissions de carbone mis en place par la Banque mondiale dans le cadre de la gestion du changement climatique.

FAITES CONNAISSANCE AVEC L'IDA (SUITE)

RESSOURCES DE L'IDA

Si l'IBRD mobilise l'essentiel de ses ressources sur les marchés internationaux des capitaux, l'IDA dépend en grande partie des contributions des plus riches de ses pays membres pour son financement. Elle tire des ressources supplémentaires des transferts de revenu de l'IBRD et des remboursements de ses crédits antérieurs effectués par les pays emprunteurs. Les pays donateurs se réunissent tous les trois ans pour reconstituer les ressources de l'IDA et passer en revue ses politiques. Cette reconstitution périodique est donc une marque de la confiance qu'accordent les pays donateurs envers la Banque mondiale pour appuyer efficacement les pays pauvres dans leur marche pour le développement. Le processus de reconstitution est donc un test périodique de cette confiance.

CRITERES D'ELIGIBILITE

Trois critères sont utilisés pour déterminer l'éligibilité d'un pays aux crédits de l'IDA :

- Pauvreté relative, définie comme une situation où le revenu national brut par habitant est inférieur à un seuil déterminé, qui est mis à jour chaque année (il est de 1065 dollars EU pour l'exercice 2007).

- Absence de solvabilité permettant d'emprunter aux termes du marché pour financer les programmes de développement du pays.

- Bons principes de gestion économique, déterminés comme étant la mise en œuvre des mesures économiques et sociales en faveur de la croissance et de la réduction de la pauvreté.

Madagascar est un pays éligible pour bénéficier des prêts concessionnels de la part de l'IDA. Depuis 1963, Madagascar a bénéficié de 110 financements de projets de la part de l'IDA, qui finance actuellement 18 projets actifs à Madagascar, dont le PIC, le PSDR, le FID, le PGRM, le PDGI etc..

COUNTRY ECONOMIC MEMORANDUM

Le processus de préparation est lancé

La Banque mondiale vient de lancer la préparation de son nouveau rapport économique (Country economic memorandum) sur Madagascar, document qui devrait être terminé au milieu de l'année prochaine. L'ambition de cette étude est de soutenir les efforts du Gouvernement visant à promouvoir une croissance soutenue et répartie, et ainsi atteindre les ambitieux Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Le chef de file de cette étude du côté du Gouvernement malgache est le Ministre Ivohasina Razafimahefa, en charge de l'Economie, du commerce et de l'industrie. Cela permettra de veiller à son alignement avec les priorités du Madagascar Action Plan (MAP), et à favoriser la prise en compte de ses résultats et recommandations par l'ensemble des décideurs politiques dans le pays. L'équipe de la Banque mondiale travaillera sous la direction de Jacques Morisset et bénéficiera de l'apport des services techniques de l'ensemble du groupe de la Banque mondiale, y compris l'International finance corporation et le World bank institute.

Dans le souci de faciliter le processus de consultation entre les équipes du Gouvernement et de la Banque mondiale, un groupe de travail dirigé par le Secrétaire Général du Ministère de l'Economie, du commerce et de l'industrie a été mis en place. Il est

composé de spécialistes issus de plusieurs ministères ou agences-clés comme l'Economie, les Finances, la Fonction publique, la Banque centrale, l'EDBM, et le CREAM. La création de ce groupe de travail traduit la volonté des autorités malgaches à aller de l'avant et à promouvoir le dialogue technique avec la Banque mondiale. Un groupe consultatif qui inclura des représentants des partenaires au développement, des agences gouvernementales, du secteur privé et de la société civile sera également invité à participer au processus de préparation. Cela devrait permettre d'élargir le débat tout en assurant la promotion des alliances entre les diverses parties prenantes.

La première partie de l'étude présentera un diagnostic des récents développements économiques avec l'objectif d'aider Madagascar à poursuivre une gestion macro-économique saine et efficace, qui minimiserait notamment le risque de surappréciation du taux de change et ses effets néfastes sur la croissance des exportations.

La deuxième partie mettra l'accent sur la promotion du secteur privé comme moteur de la croissance économique. En complément des nombreuses études qui mettent en avant les besoins de mettre à niveau les infrastructures de base et

d'encourager l'accès au financement, l'étude s'intéressera à trois domaines transversaux qui sont perçus comme des barrières majeures à l'essor du secteur privé. Elle se focalisera successivement sur les besoins de rationaliser les procédures administratives auxquelles doivent faire face les opérateurs économiques ; de faciliter l'accès aux marchés (surtout externes) ; et d'accroître la productivité du travail. Ces questions seront abordées aussi bien dans une perspective régionale que sectorielle, et en cohérence avec la stratégie du Gouvernement qui consiste à privilégier un certain nombre d'activités économiques dans des régions (ou pôles) spécifiques en raison de leur positionnement stratégique et/ou de leur capacité d'entraînement au sein de l'économie malgache.

Enfin, la troisième partie portera l'attention sur la nécessité de promouvoir une répartition élargie des fruits de la croissance économique, notamment celle générée par les grands projets qui prennent actuellement place dans les secteurs miniers et touristiques, car cette préoccupation se trouve au centre de l'agenda du Gouvernement.

*Jacques Morisset
Economiste principal*

LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

Partenariat novateur pour placer les nouvelles technologies à la disposition d'un quartier défavorisé

Des entreprises implantées à Madagascar sont de plus en plus conscientes de leur rôle citoyen, et s'impliquent dans des projets de développement. Le fournisseur d'accès internet Moov et Alcatel-Lucent se sont associées pour appuyer l'ONG ATD-Quart monde dans un projet novateur d'accès aux technologies de l'information des populations défavorisées à Madagascar. Exécuté dans le quartier d'Antohomadinika I11G Hangar (Antananarivo), ce projet d'un an consiste principalement en deux volets complémentaires. D'une part, la formation de plusieurs dizaines de jeunes de ce quartier à la manipulation de l'ordinateur et à internet. Ensuite, l'utilisation d'Internet pour permettre aux habitants de ce quartier de promouvoir leurs produits artisanaux.

A travers une contribution de 47.500 USD du Trust fund ESSD, la Banque mondiale a soutenu le volet formation, mais a également mis en place une activité de recherche pour voir si les leçons tirées de cette expérience permettront de la répliquer ailleurs dans le monde.



Une séance de formation (photo Moov)

VÈME MISSION CONJOINTE D'APPUI BUDGÉTAIRE

Le rapport présenté au Ministère des Finances

La cinquième Mission Conjointe d'Appui Budgétaire depuis la signature du Cadre de Partenariat (CdP) du 8 juin 2005, s'est déroulée du 11-18 Octobre à Antananarivo, suivies de visites sur le terrain à Majunga et Diego. Les partenaires signataires du CdP regroupent la Banque mondiale, l'Union européenne, la France, la Banque africaine pour le développement. L'Allemagne fera partie du groupe bientôt. La mission conjointe d'appui budgétaire permet régulièrement aux partenaires apportant un appui budgétaire à Madagascar de faire le point avec le gouvernement, et représente également une occasion d'harmoniser les nouveaux programmes des bailleurs (CARP 5, Xè FED, ...) d'aligner les objectifs/indicateurs des partenaires avec ceux du MAP.

Le rapport de cette mission a été présenté au Ministère des finances le 14 Novembre 2007, ce qui a permis aux partenaires de :

- o Faire le point sur réalisations budgétaires de l'année 2007 et les prévisions (cadre 2008 et le budget 2008)

- o Etablir un bilan de la mise en œuvre du MAP et de ses politiques sectorielles.

- o Apprécier conjointement la qualité de la gestion des finances publiques.

- o Examiner l'état d'avancement du Plan d'Action Prioritaire en cours, ainsi que le PAP à moyen terme du Ministère des Finances.

- o Comprendre et trouver des solutions de concert avec le gouvernement sur les goulots d'étranglement à la bonne l'exécution du budget.

Les constats de la Vème mission portent essentiellement sur les points suivants.

- o Des changements institutionnels positifs en cours, caractérisés par une volonté politique manifeste de développer le pays, de moderniser les instruments de politique publique et de renouveler la gestion de l'État.

- o Une évolution prometteuse de la procédure budgétaire, avec notamment une élaboration de la Loi de Finances plus précoce et plus participative.

- o L'évolution favorable des

principaux paramètres macroéconomiques

- o La volonté d'une mobilisation accrue des ressources nationales, par une réforme structurelle et radicale de la fiscalité. La mission souligne l'importance d'augmenter le taux de pression fiscal.

- o Une évolution et une volonté politique d'aller de l'avant vers la décentralisation/déconcentration.

- o Des faiblesses sont encore constatées au niveau de la chaîne de dépenses, notamment au niveau du contrôle interne et externe, en particulier au niveau du Contrôle des Dépenses Engagés (CDE) et de l'application des règles de passation des marchés publics.

Les principales recommandations de la mission sont au nombre de cinq.

- o Une amélioration du dialogue entre les différents acteurs du processus budgétaire, en impliquant les ministères sectoriels et en les sensibilisant à l'importance d'une nomination plus précoce des Ordonnateurs Secondaires (ORDSEC) et Gestionnaires d'Activités (GAC) pour l'exercice budgétaire.

- o La nécessité d'une hiérarchisation plus nette entre les nombreux objectifs du MAP, qui devrait être reflété dans le Cadre de Dépenses à Moyen Terme, ce qui permettrait également de gérer la contrainte des moyens

- o La simplification de la chaîne de dépenses en appliquant les dispositions du budget-programme de la Loi Organique portant Loi des Finances

- o La mise en place de tous les dispositifs d'accompagnement de la décentralisation/déconcentration budgétaire et fiscale, notamment la mise en œuvre du Fonds de Développement Local (FDL)

- o Le développement d'un plan des ressources humaines et d'un plan de formation qualitative, en complément du plan d'appui institutionnel qui puisse fournir les compétences nécessaires à la réalisation des missions/objectifs des ministères.

Noro Aina Andriamihaja,
Economiste

DES FONDS BIENTOT DISPONIBLES
POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE
À MADAGASCAR

Bonne nouvelle pour les organisations de la société civile travaillant dans la Grande Ile. Comme pour l'année dernière, le bureau de la Banque mondiale à Madagascar vient encore de bénéficier d'une allocation de 35.000 USD dans le cadre du programme de micro-subsidies (Small Grants Program, SmGP) pour l'année prochaine. Cette somme sera répartie en dons auprès d'organisations de la société civile qui seront sélectionnées par le biais d'un processus d'appel d'offres au début de l'année 2008, et qui proposeront des projets en vue de permettre l'engagement civique de populations défavorisées. Actuellement 7 projets sont exécutés dans le cadre du SMGP.

Le SmGP existe au sein de la Banque mondiale depuis 28 ans. Afin de refléter de manière plus forte son lien avec le développement social et avec la cible spécifique qu'est la société civile, le programme portera désormais un nouveau nom : the Social Development Civil Society Fund, qui sera popularisé sous le nom de The Civil Society Fund (CSF).

RECENSEMENT DES COMMUNES
2007

A travers le FID, la Banque mondiale a appuyé le Ministère auprès de la Présidence chargé de la décentralisation pour réaliser le recensement 2007 des communes. La base de données sera disponible d'ici un mois, et sera également utilisée pour la mise en place du FDL. Selon Stefano Paternostro, Lead economist, le questionnaire utilisé a été conçu pour recueillir une grande diversité de données, qui présentent un potentiel très intéressant pour la conception et la mise en œuvre de projets. en accord avec le Gouvernement, le rapport se focalisera sur 4 ou 5 thèmes.

CONFERENCE SUR LE LEASING A
MADAGASCAR

L'IFC a organisé une conférence sur le leasing le 26 Novembre dernier. L'objectif était de faire la promotion du leasing à Madagascar, avec la participation d'experts nationaux et internationaux.

LE CHIFFRE DU MOIS

100 milliards de dollars
par an pendant 25 ans

Selon la Banque mondiale, c'est le montant d'investissements nécessaires pour les pays en développement afin de satisfaire leurs besoins énergétiques au moyen de carburants à faible teneur en carbone.

Site Assessment Mission of IFC's ICTA Eco-Tourism Investment Team

IFC is implementing a two-year TA program advising the Government of Madagascar on several dimensions of the investment climate. The "Investment Climate Reform Program for Madagascar" is led by the Investment Climate Team for Africa, comprised of FIAS and PEP-Africa. It has the Economic Development Board of Madagascar (EDBM) as overall counterpart, and is closely coordinated with the World Bank's private sector development program including the Growth Pole Project (PIC).

The program, managed by Mr. Xavier Forneris, has several components (providing capacity-building to EDBM and advice on issues such as taxation, licensing reform, etc.). One of the components is an Eco-Tourism Investment Initiative, led by Irene Visser, whose objectives are to identify sites in protected areas for high end eco-tourism investments, promote these sites internationally, and facilitate the investment transactions. This component is implemented in close collaboration with EDBM, the Ministry of Environment, Water, Forest and Tourism, PIC, and ANGAP. IFC has also concluded a partnership with WCS and CI, two leading global NGOs in the area of conservation.

As part of this initiative, the ICTA team conducted a Site Assessment Mission in Madagascar from November 21- Dec 1, 2007. Close coordination with and assistance from the Ministry, ANGAP, PIC and EDBM ensured a smooth logistical organization and the fulfillment of the mission's objectives, namely:

1. Field assessment of 8 short-listed sites for inclusion in the Program based on a preliminary analysis of 20 Protected Areas initially proposed by ANGAP, NGOs and the private sector;
2. Assessment of selected upmarket hotel products offered currently in Madagascar by a representative from an upmarket international investor Conservation Corporation Africa (CCA);
3. Team-building, discussions of important topics and clarification of the next steps of the program together with our partners.

During this 10-day mission, the team went from Tana to Mahajanga, to the Archipel of Radama, Nosy Be, Diégo-Suarez, Maroansetra, Ste. Marie and Tuléar. It undertook a full assessment (air and ground) of three pre-selected clusters of Protected Areas (Montagne d'Ambre/Ankarana;

Masoala/Nosy Mangabe; Tsimanampetsotse/Nosy Ve) based on the outcomes of our preliminary site assessment. In addition, several coastal and in-land Protected Areas were assessed from the air. During the mission the existing upmarket hotel offers were visited and analysed ('Anajavy Hotel' in Anajavy, a lodge in a private reserve, 'Nosy Iranja', a Legacy-managed small island lodge near Nosy Be, the Hotel 'Allamanda' in Diégo-Suarez, the 'Relais du Masoala' and the 'Princesse Bora Lodge' in Sainte Marie). Information was exchanged with these private sector operators concerning financing, construction costs, advantages and disadvantages of the Malagasy private tourism sector, and at the end of every day the team had a brainstorming sessions covering specific topics such as the concession framework, the different types of tendering processes used in various Southern Africa countries, international and local tourism investors' needs, constraints, and expansion strategies, local or international financing possibilities, and the roles of each of the program partners. These sessions led to a better understanding within the team and among our partners about our respective roles and expectations, as well as on how to approach the concession framework issue. The next steps to move the programme forward were also defined during the mission.

The intensive mission was concluded

with a reception hosted by the IFC Country Manager, Mr. Henri Rabarijohn. Prior to the mission and upon return to the capital, meetings were held with the SG of the Ministry of Environment, Water and Forest and Tourism, Mr. Tovo Rakotobe and various representatives from the public and private sectors.

An important outcome of the mission was the confirmation of the truly exceptional eco-tourism potential of Madagascar by a representative from an upmarket international investor and by our Southern African concession expert. It will also enable our team to enrich the preliminary site assessment report with the information gained during this practical field experience. Moreover, the initial short list of sites will be complemented by some of the sites the team assessed during this trip.

The final site assessment report will be issued at the end of January 2008 and first shared with all our partners. Upon validation with our key program partners, it will be made available to any investor, domestic or international, who is interested in investing in eco-tourism in Madagascar.

*Irene Visser et Michaela Pawliczek
(IFC-ICTA EcoTourism
Investment Initiative).*

MICROFINANCE

Un autre projet en préparation

Le Fonds Catalytique pour la Croissance en Afrique (FCCA) a réservé des fonds sous forme de don d'un montant maximum de 15 millions de dollars US, afin de financer un projet de développement du secteur financier à Madagascar.

L'objectif du projet proposé est d'accroître l'accès aux services financiers des ménages et entreprises à Madagascar. Le projet vise aussi à augmenter l'impact et les résultats du projet actuel de microfinance appuyé par l'IDA, et ce à travers une approche plus élargie de développement du secteur financier qui prendrait en compte les banques, et toutes les institutions financières non-bancaires. Le projet entend appuyer la Stratégie du Gouvernement de développement du secteur financier, le Madagascar Action Plan (MAP), ainsi que la mise en oeuvre des recommandations de l'évaluation conjointe Banque mondiale/Fonds monétaire international de 2005 pour le Programme d'Evaluation du Secteur Financier. Il sera coordonné avec un certain nombre de bailleurs de fonds actifs à Madagascar.

L'approbation finale du projet par la Vice-présidente de la Région Afrique est prévue au plus tard le 31 mars 2008. " Le Gouvernement de Madagascar se réjouit et félicite la Banque mondiale pour son initiative d'appuyer le programme du Gouvernement pour un développement profond et harmonieux du secteur financier malgache " a déclaré le Ministre des Finances et du budget Haja Razafinjatovo, qui a notifié officiellement la Banque mondiale de l'approbation du projet par la partie malgache et de sa disponibilité pour concrétiser la préparation de ce projet dans les délais requis.

*Korotoumou Ouattara
Senior Financial Economist*

La MIGA soutient un projet visant à améliorer l'efficacité des transactions commerciales à Madagascar

WASHINGTON, le 11 décembre 2007 — L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), membre du Groupe de la Banque mondiale, a annoncé aujourd'hui qu'elle apporte son appui à un nouvel investissement qui vient répondre au besoin de réformes du processus de dédouanement à Madagascar.

Cet appui prend la forme d'une garantie pour le projet de G@synet (nom dérivé de celui de la société anonyme Gasy Community Network Services), consistant à doter Madagascar d'une infrastructure technologique moderne pour ses transactions commerciales. L'infrastructure en question repose sur une plateforme logicielle de pointe appelée TradeNet, qui reliera au sein d'un seul et même réseau de données les divers intervenants dans le système des échanges extérieurs — douanes, ministères, banques et négociants.

Comme l'explique Nouredin Ennaboulssi, Chargé d'Affaires à la MIGA : « L'automatisation du processus de dédouanement palliera l'inefficacité des procédures douanières qui entravent l'accès aux marchés et accroissent inutilement les coûts à Madagascar. Un surcroît d'efficacité et de transparence dans les transactions commerciales contribuera à rendre l'économie malgache plus compétitive. »

Le projet comporte également un volet de contrôle de destination dans le cadre duquel des scanners mobiles seront mis en place dans trois ports : Mahajanga (ouest du pays), Toliara (sud-ouest) et Toamasina (est). Grâce à ces équipements, les autorités pourront procéder à l'inspection non intrusive des marchandises importées ou exportées.

Les résultats attendus de ce projet se situent à plusieurs niveaux : meilleure gouvernance, amélioration du degré de précision des informations et données statistiques en matière d'échanges, moindre degré d'intervention humaine et allègement du traitement des dossiers, meilleur pouvoir de détection des cas de fraude et des irrégularités, surcroît de transparence et de responsabilité. Le marché intérieur malgache étant de taille réduite, ce pays dépend au plus haut point de ses échanges commerciaux et de l'expansion de ses exportations pour assurer l'essor de son secteur privé, parvenir durablement à un niveau soutenu de croissance et faire reculer la pauvreté.

« En tant que membre du Groupe de la Banque mondiale, la MIGA est résolue à faire disparaître les contraintes pesant sur l'investissement et la croissance à Madagascar », déclare à ce sujet Yukiko Omura, Vice-Présidente Exécutif de la MIGA. « Nous sommes heureux que les outils d'atténuation des risques de la MIGA jouent un rôle important pour mobiliser les investissements nécessaires en vue de faire d'un projet comme celui-ci, avec l'intérêt qu'il présente en termes de développement, une réalité. »

D'autres projets actuellement entrepris à Madagascar bénéficient de l'appui de la MIGA. Outre un projet cotonnier et un autre de centrale électrique, il s'agit notamment d'une opération de rachat, de modernisation et d'expansion d'un hôtel qui vise à développer plus encore l'activité touristique dans ce pays.

Communiqué de la MIGA

MADAGASCAR: DEFINING INVESTMENT CLIMATE INDICATORS

Madagascar's growth objective as outlined in the Madagascar Action Plan (MAP), the Government development strategy for 2007-2012, is to raise the economic growth rate to 7-12 percent per year. Increased target levels of domestic and foreign direct investment (FDI) is one of the principal requirements for achieving this high growth objective. The MAP has set two performance indicators to measure progress made in attracting FDI: (i) increasing FDI from US\$84 millions in 2005 to US\$500 millions in 2012 and (ii) improving the ranking on the *Ease of doing business* indicator from 131 in 2005 to 80 by 2012.

To obtain its share of FDI flows and in line with the ongoing process of policy adjustment to improve the investment climate, the Government of Madagascar (GoM) created in 2006 the Economic Development Board of Madagascar (EDBM) under the Office of the Presidency, a single and autonomous body with a private-public Board, that plays a role of investment promotion and facilitation. EDBM is funded under the Bank's Integrated Growth Poles Project (IGPP) for the first three years.

One of EDBM's main objectives is to execute a regular system of reporting to its Board, government and other stakeholders such as the World Bank. In addition to the operational and financial reporting, EDBM will gather and analyze information on business environment and policy issues that impact on business operations and investment decisions. This information would be presented to the GoM on a regular basis in an official investment climate report.

On December 11, 2007 the Country team reviewed the output document and decided its release to EDBM.

*Josiane Raveloarison
Sr. Public Sector development
specialist*

PROGRAMME DE BOURSES UNIVERSITAIRES BANQUE MONDIALE / JAPON : DEUX MALGACHES BENEFICIAIRES

Deux malgaches bénéficieront d'une bourse d'études attribuée par le Programme de bourses universitaires conjoint Japon/Banque mondiale 2007.

Harivelo Nirisoa Rahehinaina (ingénieur en BTP) va étudier la Maîtrise en Aménagement du Territoire et Développement Régional à l'Université Laval au Québec, Canada.

Michèle Vololoharisandy Hanitrinony (ingénieur agronome), va préparer un Master en développement rural intégré dans la même ville.

Nos félicitations et nos encouragements à toutes les deux!



Newsletter produced by the Communications Unit with the collaboration of Eavan O'Halloran

Contact :
erabemananoro@worldbank.org

PUBLICATION

Africa Development Indicators 2007

JOHANNESBURG, le 14 novembre 2007 – De nombreuses économies africaines semblent avoir pris un nouveau virage et s'orientent peut-être vers une croissance économique plus rapide et plus soutenue, condition nécessaire pour réduire les niveaux élevés de pauvreté, selon les Indicateurs 2007 du développement en Afrique de la Banque mondiale (ADI), publiés ici aujourd'hui.

Les solides performances économiques enregistrées dans l'ensemble du continent au cours de la décennie 1995-2005 contrastent nettement avec l'effondrement économique survenu au cours de la décennie 1975-1985 et la stagnation observée en 1985-1995. L'ADI indique qu'il est possible

de répandre et pérenniser à l'avenir la croissance en accélérant la productivité et en accroissant l'investissement privé. La réalisation de cet objectif nécessitera l'amélioration du climat des affaires et des infrastructures dans les pays africains, ainsi que la stimulation de l'innovation et le renforcement des capacités institutionnelles.

« Au cours de la dernière décennie, l'Afrique a enregistré un taux de croissance moyen de 5,4 %, une évolution qui suit la tendance observée dans le reste du monde. La possibilité de soutenir, pérenniser et, en fait, de diversifier les sources de ces indicateurs de croissance sera un facteur déterminant, non seulement de la capacité de l'Afrique d'atteindre les ODM, mais aussi

de devenir une destination intéressante pour les investissements de capitaux internationaux », a déclaré Obiageli Ezekwesili, le Vice-président de la Banque pour la Région Afrique.

Les pays africains se classent dans trois catégories générales sur ce continuum. Le premier groupe de sept pays comprend les sept principales économies exportatrices de pétrole de la région, qui abritent 27,7 % de la population de la région. Le deuxième groupe de 18 pays (35,6 % de la population de la région) présente une croissance diversifiée et soutenue d'au moins 4 %, et le troisième groupe composé de 17 pays (qui abrite 36,7 % de la population de la région) est caractérisé par le fait qu'ils sont pauvres en ressources naturelles, très instables, exposés aux conflits, déchirés par des conflits ou sortant de situations de conflit ou simplement pris au piège d'une croissance nonchalante située à moins de 4 %.

MADAGASCAR PORTFOLIO PERFORMANCE AS OF NOVEMBER 30, 2007 (IN MILLIONS USD)

Project	Closing date	Commitment	Monthly Disbursement	Tot Disbursement
Mineral Resources	12/31/08	40.0	0.36	31.00
PSDP2	12/31/07	23.8	0.25	22.20
Growth Poles	12/31/10	129.8	2.01	52.23
Rural Transportation	6/30/09	80.0	0.74	58.86
Transp. Infrastructure	6/30/09	165.6	7.92	112.06
Governance	6/30/09	35.0	0.49	28.84
Microfinance	12/31/09	21.4	0.19	16.54
Power/Water	4/30/09	10.0	0.05	1.75
Watershed	3/1/11	30.0	0.0	1.3
Regional Telecommunications	7/31/12	30.0	0.0	0.0
GEF EP3	12/31/09	9.0	-	5.60
EP3	12/31/09	40.0	0.0	21.9
Rural Development	6/30/07	87.8	0.69	86.66
HIV/AIDS	12/31/07	20.0	0.18	21.77
Nutrition2	12/31/08	47.6	0.71	38.46
Health2	12/31/07	58.0	0.02	58.77
HIV/AIDS2	12/31/09	30.0	0.66	3.81
FID	6/30/08	178.0	1.30	179.21
Health PDSSP	12/31/09	10.0	0.65	0.65
PRSC 4	31/07/08	40.0	0.0	40.9
Total		1086.0	16.2	782.4

« L'ADI 2007 conclut que le fait d'éviter les reculs marqués de la croissance du PIB a joué un rôle essentiel dans le redressement économique de l'Afrique. En effet, cela a été déterminant pour les pauvres qui ont été durement affectés par les déclinés observés dans le passé », a expliqué John Page, l'économiste en chef de la Banque pour la Région Afrique.

www.worldbank.org/afr/stats

THE LITTLE DATA BOOK ON AFRICA

The Little Data Book on Africa 2007 is a downloadable pocket edition of *Africa Development Indicators 2007* (www.worldbank.org/afr/stats). It is intended as a quick reference for users of the *Africa Development Indicators 2007* book and CD-ROM. Together they cover about 1,200 indicators on Africa. The country tables in *The Little Data Book 2006* present the latest available data for World Bank member countries.



TRATRY NY TAONA - BONNE ANNEE - HAPPY NEW YEAR

2008

Robert Blake, Country manager
and all the staff
of the World bank office in Madagascar
wish you in 2008
joy

peace
good health
and prosperity

Working for a world free of poverty

The World Bank
Madagascar Country Office



21 Décembre 2007 : Le personnel de la Banque mondiale et de l'IFC a fêté Noël en famille au domicile de Bob et Claudia Blake (photos : Henri Rabarijohn)



LA VIE DU BUREAU

NOVEMBRE/DECEMBRE 2007

Arrivées

- **Paul-Jean Feno**, Environmental specialist
- **Tojoarofenitra Ramanankirahina**, Transport specialist

Naissances

- Loic, fils de Nathalie Ramanivosoa, Program assistant (22 Décembre)
- Melissa Koloïna, fille de **Lova Ravaoarimino**, procurment analyst (7 Décembre)
- Reginald, fils de **Lanto Ramanankasina**, Program assistant (17 Novembre)
- Mélanie, fille d'**Emmanuel Rafanomezantsoa**, jardinier (6 Novembre)